



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ **Αρ. Φύλλου 141**

19 Ιουνίου 2002

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 3019

Κύρωση του Πρωτοκόλλου για τα Προνόμια και τις Ασυλίες του Ευρωπαϊκού Οργανισμού για την εκμετάλλευση Μετεωρολογικών Δορυφόρων (EUMETSAT).

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ, που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος, το Πρωτόκολλο για τα Προνόμια και τις Ασυλίες του Ευρωπαϊκού Οργανισμού για την εκμετάλλευση Μετεωρολογικών Δορυφόρων (EUMETSAT) που υπογράφηκε στο Darmstadt την 1η Δεκεμβρίου 1986, το κείμενο του οποίου σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

Protocole relatif aux Privilèges et Immunités de l'Organisation Européenne pour l'Exploitation de Satellites Météorologiques (EUMETSAT)

Les Etats Parties à la Convention portant création d'une Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques (EUMETSAT), ouverte à la signature à Genève, le 24 mai 1983 (dénommée ci-après «la Convention»);

SOUHAITANT définir les privilèges et immunités d'EUMETSAT conformément à l'Article 12 de la Convention;

AFFIRMANT que le but des privilèges et immunités prévus par le présent Protocole est d'assurer l'exercice efficace des activités officielles d'EUMETSAT;

SONT CONVENUS de ce qui suit:

Article 1
Définitions

Aux fins du présent Protocole:

a) L'expression «Etat membre» désigne tout Etat partie à la Convention ;

b) Le terme «archives» désigne l'ensemble des dossiers y compris la correspondance, les documents, les manuscrits, les photographies, les films, les enregistrements optiques et magnétiques, les enregistrements de données et les programmes informatiques appartenant à EUMETSAT ou détenus par elle;

c) L'expression «activités officielles» d'EUMETSAT désigne toutes les activités menées par EUMETSAT pour atteindre ses objectifs tels qu'ils sont définis dans l'Article 2 de la Convention, et comprend ses activités administratives;

d) Le terme «biens» désigne tout ce sur quoi un droit de propriété peut s'exercer, y compris les droits contractuels;

e) Le terme «représentants» des Etats membres désigne les représentants et leurs conseillers;

f) L'expression «membres du personnel» désigne le Directeur et toutes les personnes employées par EUMETSAT à titre permanent, qui sont soumises à son Statut du personnel;

g) Le terme «expert» désigne une personne autre qu'un membre du personnel désignée pour remplir une tâche spécifique au nom et aux frais d'EUMETSAT.

Article 2
Personnalité juridique

EUMETSAT a la personnalité juridique conformément à l'Article 1 de la Convention. Elle a notamment la capacité de contracter, d'acquérir et de disposer de biens mobiliers et immobiliers, ainsi que d'ester en justice.

Article 3
Inviolabilité des archives

Les archives d'EUMETSAT sont inviolables.

Article 4
Immunité de juridiction et d'exécution

(1) Dans le cadre de ses activités officielles, EUMETSAT bénéficie de l'immunité de juridiction et d'exécution, sauf

a) dans la mesure où, par décision du Conseil, elle y renonce expressément dans un cas particulier; le Conseil a le devoir de lever cette immunité dans tous les cas où son maintien est susceptible d'entraver l'action de la justice et où elle peut être levée sans porter atteinte aux intérêts d'EUMETSAT;

b) en cas d'action civile intentée par un tiers pour les dommages résultant d'un accident causé par un véhicule ou par un autre moyen de transport appartenant à EUMETSAT ou circulant pour son compte ou en cas d'infraction à la réglementation de la circulation dans lequel un tel moyen de transport est impliqué;

c) en cas d'exécution d'une sentence arbitrale rendue en application des Articles 21, 22 ou 23 du présent Protocole ou de l'Article 14 de la Convention;

d) en cas de saisie, ordonnée par décision des autorités administratives ou judiciaires, sur les traitements et émoluments, y compris les pensions, dus par EUMETSAT à un membre ou un ancien membre de son personnel;

e) en cas de demande reconventionnelle directement liée à une action en justice intentée par EUMETSAT;

f) en cas d'activité commerciale qu'EUMETSAT pourrait entreprendre.

(2) Les biens d'EUMETSAT, quel que soit le lieu où ils se trouvent, sont exempts:

a) de toute forme de réquisition, confiscation ou expropriation;

b) de toute forme de séquestre, de contrainte administrative ou de mesures préalables à un jugement sauf dans les cas prévus au paragraphe précédent.

Article 5
Dispositions fiscales et douanières

(1) Dans le cadre de ses activités officielles, EUMETSAT, ses biens et ses revenus sont exonérés des impôts directs.

(2) Lorsque des achats ou services d'un montant important, nécessaires aux activités officielles d'EUMETSAT, sont effectués ou utilisés par celle-ci, et que leur prix comprend des taxes ou droits, l'Etat membre, qui a perçu ces taxes ou droits, prend les dispositions appropriées en vue de l'exonération de ces taxes ou droits ou de leur remboursement, lorsque ces derniers peuvent être identifiés.

(3) Les produits importés ou exportés par EUMETSAT, qui sont nécessaires aux activités officielles, sont exonérés de tous taxes et droits d'importation ou d'exportation et ne sont frappés ni de restriction à l'importation ou à l'exportation ni d'interdiction d'importation ou d'exportation.

(4) Les dispositions du présent Article ne s'appliquent pas aux impôts, droits et taxes qui ne constituent que la rémunération de services rendus.

(5) Les biens acquis ou importés, qui sont exonérés conformément aux dispositions du présent Article ne peuvent être vendus, loués, prêtés ou cédés à titre onéreux ou gratuit, qu'aux conditions fixées par les Etats membres ayant accordé les exonérations ou les remboursements.

Article 6

Fonds, devises et numéraires

EUMETSAT peut recevoir et détenir tous fonds, devises, numéraires, valeurs mobilières. Elle peut en disposer librement pour toutes ses activités officielles et avoir des comptes en n'importe quelle monnaie dans la mesure nécessaire pour faire face à ses engagements.

Article 7

Communications

(1) Pour ses communications officielles et le transfert de tous ses documents, EUMETSAT bénéficie d'un traitement aussi favorable que celui accordé par chaque Etat membre aux autres organisations internationales comparables.

(2) Pour la transmission des données dans le cadre de ses activités officielles, EUMETSAT bénéficie sur le territoire de chaque Etat membre d'un traitement aussi favorable que celui accordé par cet Etat à son service météorologique national, compte tenu des engagements internationaux de cet Etat dans le domaine des télécommunications.

Article 8

Publications

La circulation des publications et autres matériels d'information expédiés par ou à EUMETSAT n'est soumise à aucune restriction.

Article 9

Représentants

(1) Les représentants des Etats membres jouissent, lorsqu'ils exercent leurs fonctions officielles et au cours de leurs voyages à destination ou en provenance du lieu des réunions, des privilèges et immunités suivants:

a) immunité d'arrestation et de détention, ainsi que de saisie de leurs bagages personnels, sauf en cas de crime grave ou en cas de flagrant délit;

b) immunité de juridiction, même après la fin de leur mission, pour les actes, y compris leurs paroles et écrits, accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions officielles; cette immunité ne joue cependant pas dans le cas d'infraction à la réglementation de la circulation des véhicules commise par un représentant d'un Etat membre ou de dommage causé par un véhicule ou par un autre moyen de transport lui appartenant ou conduit par lui;

c) inviolabilité pour tous leurs papiers et documents officiels;

d) exemption de toute mesure limitant l'immigration et de toute formalité d'immatriculation des étrangers;

e) même traitement en ce qui concerne les réglementations monétaires ou celles concernant les opérations de change, que celui accordé aux représentants de gouvernements étrangers en mission officielle temporaire;

f) même traitement en matière douanière en ce qui concerne leurs bagages personnels que celui accordé aux représentants de gouvernements étrangers en mission officielle temporaire.

(2) Les privilèges et immunités sont accordés aux représentants des Etats membres, non à leur avantage personnel, mais pour qu'ils puissent exercer en toute indépendance leurs fonctions auprès d'EUMETSAT. En conséquence, un Etat membre a le devoir de lever l'immunité d'un représentant dans tous les cas où son maintien est susceptible d'entraver l'action de la justice et où elle peut être levée sans compromettre les fins pour lesquelles elle a été accordée.

(3) Aucun Etat membre n'est tenu d'accorder des privilèges et immunités à ses propres représentants.

Article 10

Membres du personnel

Les membres du personnel d'EUMETSAT jouissent des privilèges et immunités suivants:

a) immunité de juridiction, même après qu'ils ont cessé d'être au service d'EUMETSAT, pour les actes, y compris leurs paroles et écrits, accomplis dans l'exercice de leurs fonctions; cette immunité ne joue pas dans le cas d'infraction à la réglementation de la circulation des véhicules commise par un membre du personnel ou de dommage causé par un véhicule ou par un autre moyen de transport lui appartenant ou conduit par lui;

b) exemption de toute obligation relative au service national, y compris le service militaire;

c) inviolabilité pour tous leurs papiers et documents officiels ;

d) exemption, pour eux-mêmes et les membres de leur famille vivant à leur foyer, des dispositions limitant l'immigration et régissant l'immatriculation des étrangers;

e) mêmes facilités de rapatriement pour eux-mêmes et pour les membres de leur famille vivant à leur foyer que celles accordées normalement, en période de crise internationale, aux membres du personnel des organisations internationales;

f) même traitement en matière de réglementation monétaire ou relative au contrôle des changes que celui généralement accordé aux membres du personnel des organisations internationales;

g) exonération de tout impôt national sur les traitements et émoluments versés par EUMETSAT, à l'exclusion des pensions et autres prestations analogues versées par EUMETSAT, et ce à partir de la date à laquelle les traitements de ces membres du personnel sont assujettis à l'impôt prélevé par EUMETSAT pour son propre compte. Les Etats membres se réservent le droit de prendre en compte lesdits traitements et émoluments pour le calcul du montant des impôts à percevoir sur les revenus émanant d'autres sources.

h) droit d'importer en franchise leurs effets personnels et leur mobilier, y compris un véhicule automobile, à l'occasion de leur prise de fonctions sur le territoire d'un Etat membre, ainsi que le droit de les exporter en franchise lors de la cessation de leurs fonctions, sous réserve des conditions prévues par les règles et règlements de l'Etat membre en question. Les biens importés qui sont exonérés conformément aux dispositions du présent paragraphe ne peuvent être vendus, loués ou prêtés, à titre onéreux ou gratuit, qu'aux conditions fixées par les Etats Membres ayant accordé les exonérations.

Article 11

Le Directeur

Outre les privilèges et immunités accordés aux membres du personnel à l'Article 10, le Directeur bénéficie:

a) de l'immunité d'arrestation et de détention, sauf en cas de flagrant délit;

b) de l'immunité de juridiction et d'exécution civiles et administratives accordées aux agents diplomatiques, sauf en cas de dommage causé par un véhicule lui appartenant ou conduit par lui;

c) de l'immunité totale de juridiction pénale, sauf dans le cas d'une infraction aux règles de la circulation mettant en cause un véhicule lui appartenant ou conduit par lui, sous réserve des dispositions de l'alinéa a) ci-dessus;

d) même traitement de contrôle douanier de ses bagages personnels que celui accordé aux agents diplomatiques.

Article 12

Sécurité sociale

Dans le cas où les membres du personnel sont couverts par un régime propre de prévoyance sociale, EUMETSAT et les membres de son personnel sont exemptés de toute contribution obligatoire à des systèmes nationaux de prévoyance sociale, sous réserve des accords conclus avec les Etats membres conformément aux dispositions de l'Article 19 ou d'autres mesures similaires des Etats membres ou d'autres dispositions pertinentes en vigueur dans les Etats Membres.

Article 13

Experts

Les experts, autres que les membres du personnel lorsqu'ils exercent des fonctions pour EUMETSAT ou accomplissent des missions pour celle-ci, jouissent des privilèges et immunités suivants:

a) immunité de juridiction, même après la fin de leur mission, pour les actes, y compris leurs paroles et écrits, accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions; cette immunité ne joue cependant pas dans le cas d'infraction à la réglementation de la circulation des véhicules commise par un expert ou de dommage causé par un véhicule ou par un autre moyen de transport lui appartenant ou conduit par lui;

b) inviolabilité pour tous leurs papiers et documents officiels;

c) exemption de toute mesure limitant l'immigration et de toute formalité d'immatriculation des étrangers;

d) même traitement en ce qui concerne les réglementations monétaires ou celles concernant les opérations de change, que celui accordé aux représentants de gouvernements étrangers en mission officielle temporaire

Article 14

Renonciation

(1) Les privilèges et immunités prévus dans le présent Protocole ne sont pas accordés aux membres du personnel et aux experts à leur avantage personnel. Ils sont institués uniquement afin d'assurer, en toute circonstance, le libre fonctionnement d'EUMETSAT et la complète indépendance des personnes auxquelles ils sont conférés.

(2) Le Directeur a le devoir de lever l'immunité d'un membre du personnel ou d'un expert dans tous les cas où son maintien est susceptible d'entraver l'action de la justice et où elle peut être levée sans porter atteinte aux intérêts d'EUMETSAT. Le Conseil a compétence pour lever l'immunité du Directeur.

Article 15

Notification des membres du personnel et des experts

Le Directeur d'EUMETSAT communique au moins une fois par an aux Etats membres les noms et la nationalité des membres du personnel et des experts.

Article 16

Entrée, Séjour et Sortie

Les Etats membres prennent toutes les mesures appropriées pour faciliter l'entrée et le séjour sur leur territoire ainsi que la sortie de leur territoire aux représentants des Etats membres, aux membres du personnel et aux experts.

Article 17

Sécurité

Les dispositions du présent Protocole ne peuvent mettre en cause le droit que possède chaque Etat membre de prendre toutes les précautions nécessaires dans l'intérêt de sa sécurité.

Article 18

Coopération avec les Etats membres

EUMETSAT coopère à tout moment avec les autorités compétentes des Etats membres afin de faciliter une bonne administration de la justice, d'assurer le respect des lois et règlements des Etats membres intéressés et d'empêcher tout abus des privilèges, immunités et facilités prévus par le présent Protocole.

Article 19

Accords complémentaires

EUMETSAT peut conclure avec un ou plusieurs Etats membres des accords complémentaires en vue de l'exécution des dispositions du présent Protocole en ce qui concerne cet Etat ou ces Etats, ainsi que d'autres arrangements en vue d'assurer le bon fonctionnement d'EUMETSAT.

Article 20

Privilèges et immunités pour les propres ressortissants et résidents à titre permanent

Aucun Etat membre n'est tenu d'accorder les privilèges et immunités mentionnés aux Articles 9, 10 b), d), e), f) et h), 11 et 13 c) et d) à ses propres ressortissants ni aux résidents à titre permanent.

Article 21

Clause d'arbitrage dans les contrats écrits

Lors de la conclusion de tous contrats écrits, autres que ceux conclus conformément au statut du personnel, EUMETSAT est tenue de prévoir le recours à l'arbitrage. La clause d'arbitrage, ou l'accord particulier conclu à cet effet, spécifie la loi et la procédure applicables, la composition du tribunal, le mode de désignation des arbitres, ainsi que le siège du tribunal. L'exécution de la sentence d'arbitrage est régie par les règles en vigueur dans l'Etat sur le territoire duquel elle aura lieu.

Article 22

Règlement des différends relatifs aux dommages, responsabilité non contractuelle et aux membres du personnel ou experts

Tout Etat membre peut soumettre à un arbitrage selon la procédure prévue à l'Article 14 de la Convention tout différend:

a) relatif à un dommage causé par EUMETSAT;

b) impliquant toute autre responsabilité non contractuelle d'EUMETSAT;

c) mettant en cause un membre du personnel ou un expert pour lequel l'intéressé peut se réclamer de l'immunité de juridiction, si cette immunité n'est pas levée.

Article 23

Règlement des différends relatifs à l'interprétation ou l'application du présent Protocole

Tout différend entre EUMETSAT et un Etat membre ou entre deux ou plusieurs Etats membres ayant trait à l'interprétation ou à l'application du présent Protocole, qui n'aura pu être réglé par voie de négociation ou par l'entremise du Conseil, est, à la demande de l'une des Parties, soumis à un arbitrage selon la procédure prévue à l'Article 14 de la Convention.

Article 24

Entrée en vigueur, durée et résiliation

(1) Le présent Protocole est ouvert à la signature ou à l'adhésion des Etats parties à la Convention.

(2) Lesdits Etats deviennent parties au présent Protocole:

- soit par la signature sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation;
- soit par le dépôt d'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation auprès du Gouvernement de la Confédération suisse, dépositaire, si le Protocole a été signé sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation;
- soit par le dépôt d'un instrument d'adhésion.

Le Gouvernement suisse notifie à tous les Etats qui ont signé ou adhéré à la Convention et au Directeur d'EUMETSAT les signatures, le dépôt de chaque instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, l'entrée en vigueur du présent Protocole, toute dénonciation du présent Protocole ainsi que son expiration. Dès l'entrée en vigueur du présent Protocole, le dépositaire le fait enregistrer auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

(3) Le présent Protocole entre en vigueur trente jours après que six Etats l'ont signé sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation ou ont déposé leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

(4) Après l'entrée en vigueur du présent Protocole, celui-ci prend effet, à l'égard des Etats qui l'ont signé sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation ou ont déposé leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, trente jours après la date de la signature ou du dépôt de ces instruments.

(5) Le présent Protocole reste en vigueur jusqu'à l'expiration de la Convention.

(6) Toute dénonciation de la Convention par un Etat membre conformément à l'Article 18 de la Convention, entraîne automatiquement dénonciation par cet Etat du présent Protocole.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned Plenipotentiaries, having been duly authorized thereto, have signed this Protocol.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Done at **Darmstadt**
on the **1st of December 1986**

Fait à **Darmstadt**
le **1er décembre 1986**

in the English and French languages, both texts being equally authoritative, in a single original which will be deposited in the archives of the Government of the Swiss Confederation, which shall transmit certified copies to all signatory and acceding States.

dans les langues anglaise et française, ces deux textes faisant également foi, en un exemplaire original unique qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la Confédération Suisse, lequel en délivrera des copies certifiées conformes à tous les Etats signataires ou adhérents.

For the Kingdom of Belgium
Pour le Royaume de Belgique

sous réserve de ratification.

For the Kingdom of Denmark
Pour le Royaume de Danemark

For Finland
Pour la Finlande

subject to ratification

For the French Republic
Pour la République française

sous réserve de ratification

For the Federal Republic of Germany
Pour la République fédérale d'Allemagne

(with reserve as stated)

For the Greek Republic
Pour la République de Grèce

For Ireland
Pour l'Irlande

Subject to ratification

For the Italian Republic
Pour la République italienne

sous réserve de ratification et avec réserve à l'art. 10 - lettre (g) annexée

For the Kingdom of the Netherlands
Pour le Royaume des Pays-Bas

For the Kingdom of Norway
Pour le Royaume de Norvège

For Portugal
Pour le Portugal

For Spain
Pour l'Espagne

For the Kingdom of Sweden
Pour le Royaume de Suède

subject to ratification

For the Swiss Confederation
Pour la Confédération suisse

A. Junod
sous réserve de ratification.

For Turkey
Pour la Turquie

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ

Για τα Προνόμια και τις Ασυλίες του Ευρωπαϊκού Οργανισμού για την Εκμετάλλευση Μετεωρολογικών Δορυφόρων (EUMETSAT)

Τα Κράτη Μέλη στη Σύμβαση με την οποία συστάθηκε ο Ευρωπαϊκός Οργανισμός για την Εκμετάλλευση Μετεωρολογικών Δορυφόρων (EUMETSAT), που άνοιξε για υπογραφή στη Γενεύη στις 24 Μαΐου 1983 (η οποία εφεξής θα αποκαλείται "η Σύμβαση"),

επιθυμώντας να καθορίσουν τα προνόμια και τις ασυλίες του EUMETSAT σύμφωνα με το άρθρο 12 της Σύμβασης,

βεβαιώνοντας ότι σκοπός των προνομίων και ασυλιών που προβλέπονται από το παρόν Πρωτόκολλο είναι να διασφαλιστεί η αποτελεσματική άσκηση των επίσημων δραστηριοτήτων του EUMETSAT,

Συμφώνησαν τα ακόλουθα:

Άρθρο 1

Ορισμοί

Για τους σκοπούς του παρόντος Πρωτοκόλλου:

α) Με την έκφραση "Κράτος μέλος" νοείται κάθε Κράτος μέρος στην Σύμβαση,

β) Με τον όρο "αρχεία" νοείται το σύνολο των φακέλων συμπεριλαμβανομένων της αλληλογραφίας, των εγγραφών, των χειρογράφων, των φωτογραφιών, των φιλμ, των οπτικών και μαγνητικών εγγραφών, της καταχώρισης δεδομένων και των προγραμμάτων πληροφορικής που ανήκουν στον EUMETSAT ή βρίσκονται στην κατοχή του,

γ) Με την έκφραση "επίσημες δραστηριότητες" του EUMETSAT νοούνται όλες οι δραστηριότητες που διεξάγει ο EUMETSAT για να επιτύχει τους στόχους του, όπως αυτοί ορίζονται στο άρθρο 2 της Σύμβασης και περιλαμβάνει τις διοικητικές του δραστηριότητες.

δ) Με τον όρο "περιουσία" νοείται κάθε τι επί του οποίου δύναται να ασκηθεί δικαίωμα ιδιοκτησίας, συμπεριλαμβανομένων των συμβατικών δικαιωμάτων,

ε) Με τον όρο "αντιπρόσωποι" των Κρατών Μελών νοούνται οι αντιπρόσωποι και οι σύμβουλοί τους,

στ) Με την έκφραση "μέλη του προσωπικού" νοούνται ο Διευθυντής και όλα τα πρόσωπα που απασχολούνται από τον EUMETSAT σε μόνιμη βάση και υπόκεινται στον Κανονισμό του Προσωπικού του,

ζ) Με τον όρο "εμπειρογνώμονας" νοείται ένα πρόσωπο που δεν αποτελεί μέλος του προσωπικού, στο οποίο έχει ανατεθεί η εκτέλεση συγκεκριμένου καθήκοντος στο όνομα και με έξοδα του EUMETSAT.

Άρθρο 2

Νομική προσωπικότητα

Ο EUMETSAT έχει νομική προσωπικότητα σύμφωνα με το άρθρο 1 της Σύμβασης. Έχει ιδίως την ικανότητα να συμβάλλεται, να αποκτά και να διαθέτει κινητή και ακίνητη περιουσία, καθώς και να παρίσταται στο δικαστήριο.

Άρθρο 3

Απαραβίαστο των αρχείων

Τα αρχεία του EUMETSAT είναι απαραβίαστα.

Άρθρο 4

Ετεροδικία και ασυλία εκτέλεσης

(1) Στο πλαίσιο των επίσημων δραστηριοτήτων του, ο EUMETSAT απολαμβάνει ετεροδικίας και ασυλίας εκτέλεσης, εκτός από τις ακόλουθες περιπτώσεις:

(α) στο μέτρο που, με απόφαση του Συμβουλίου, ο EUMETSAT παραιτείται ρητά σε συγκεκριμένη περίπτωση. Το Συμβούλιο έχει καθήκον να άρει την ασυλία αυτή σε όλες τις περιπτώσεις, όπου η διατήρησή της ενδέχεται να παρακωλύσει το έργο της δικαιοσύνης και όπου μπορεί να αρθεί χωρίς να θιγούν τα συμφέροντα του EUMETSAT,

(β) σε περίπτωση αγωγής ενώπιον των πολιτικών δικαστηρίων, η οποία ασκήθηκε από τρίτο για ζημίες που προέκυψαν από ατύχημα, το οποίο προκλήθηκε από όχημα ή από άλλο μέσο μεταφοράς που ανήκει στον EUMETSAT ή κυκλοφορεί για λογαριασμό του ή σε περίπτωση παράβασης των κανόνων κυκλοφορίας, στην οποία εμπλέκεται ένα τέτοιο μέσο μεταφοράς,

(γ) σε περίπτωση εκτέλεσης διαιτητικής απόφασης που εκδόθηκε κατ' εφαρμογή των άρθρων 21, 22 ή 23 του παρόντος Πρωτοκόλλου ή του άρθρου 14 της Σύμβασης,

(δ) σε περίπτωση κατάσχεσης, η οποία διατάχθηκε με απόφαση των διοικητικών ή δικαστικών αρχών, επί των αποδοχών και απολαβών, συμπεριλαμβανομένων των συντάξεων, που οφείλονται από τον EUMETSAT σε ένα μέλος ή σε ένα πρώην μέλος του προσωπικού του,

(ε) σε περίπτωση ανταγωγής άμεσα συνδεδεμένης με αγωγή η οποία ασκήθηκε από τον EUMETSAT,

(στ) σε περίπτωση εμπορικής δραστηριότητας που θα είχε αναλάβει ο EUMETSAT.

(2) Η περιουσία του EUMETSAT, οπουδήποτε και αν αυτή βρίσκεται, απαλλάσσεται:

(α) από οποιασδήποτε μορφής επίταξη, δήμευση ή απαλλοτρίωση,

(β) από οποιασδήποτε μορφής μεσεγγύηση, διοικητικό καταναγκασμό ή προσωρινά μέτρα, εκτός από τις περιπτώσεις που προβλέπονται στην προηγούμενη παράγραφο.

Άρθρο 5

Φορολογικές και τελωνειακές διατάξεις

(1) Στο πλαίσιο των επίσημων δραστηριοτήτων του, ο EUMETSAT, η περιουσία του και τα έσοδά του απαλλάσσονται από άμεσους φόρους.

(2) Στην περίπτωση κατά την οποία ο EUMETSAT πραγματοποιήσει αγορές ή κάνει χρήση υπηρεσιών σημαντικού χρηματικού ποσού, οι οποίες είναι απαραίτητες για τις επίσημες δραστηριότητες του και στην τιμή των οποίων περιλαμβάνονται φόροι ή τέλη, το Κράτος μέλος που εισέπραξε αυτούς τους φόρους ή τέλη, λαμβάνει τα κατάλληλα μέτρα με σκοπό την απαλλαγή αυτών των φόρων ή τελών ή την επιστροφή τους, όταν οι τελευταίοι μπορούν να προσδιοριστούν.

(3) Τα προϊόντα που εισάγονται ή εξάγονται από τον EUMETSAT, τα οποία είναι απαραίτητα για τις επίσημες δραστηριότητες του, απαλλάσσονται από κάθε φόρο και τέλος εισαγωγής ή εξαγωγής και δεν πλήττονται ούτε από περιορισμό κατά την εισαγωγή ή την εξαγωγή ούτε από απαγόρευση εισαγωγής ή εξαγωγής.

(4) Οι διατάξεις του παρόντος άρθρου δεν εφαρμόζονται σε φόρους και τέλη που αποτελούν αποκλειστικά αμοιβή για παρασχεθείσες υπηρεσίες.

(5) Τα αγαθά που αποκτήθηκαν ή εισήχθησαν, τα οποία απαλλάσσονται σύμφωνα με τις διατάξεις του παρόντος άρθρου δεν μπορούν να πωληθούν, να εκμισθωθούν, να

δοθούν ως δάνειο ή να παραχωρηθούν έναντι τιμήματος ή χαριστικά, παρά μόνο σύμφωνα με τις προϋποθέσεις που έχουν καθοριστεί από τα Κράτη μέλη που παρέχουν τις απαλλαγές ή τις επιστροφές.

Άρθρο 6

Κεφάλαια, συνάλλαγμα και μετρητά

Ο EUMETSAT δύναται να δέχεται και να έχει στην κατοχή του κάθε είδους κεφάλαια, συνάλλαγμα, μετρητά και κινητές αξίες. Μπορεί να τα διαθέτει ελεύθερα για όλες τις επίσημες δραστηριότητες του και να έχει λογαριασμούς σε οποιοδήποτε νόμισμα στο μέτρο που αυτό του είναι απαραίτητο για να ανταπεξέλθει στις υποχρεώσεις του.

Άρθρο 7

Επικοινωνία

(1) Για τις επίσημες επικοινωνίες του και τη διαβίβαση όλων των εγγράφων του, ο EUMETSAT απολαμβάνει μεταχείρισης εξίσου ευνοϊκής με εκείνη που παρέχεται από κάθε Κράτος μέλος σε άλλους παρόμοιους διεθνείς οργανισμούς.

(2) Για τη μετάδοση των δεδομένων στο πλαίσιο των επίσημων δραστηριοτήτων του, ο EUMETSAT απολαμβάνει στο έδαφος κάθε Κράτους μέλους μεταχείρισης εξίσου ευνοϊκής με εκείνη που παρέχεται από το εν λόγω Κράτος στην εθνική μετεωρολογική του υπηρεσία, λαμβανομένων υπόψη των διεθνών δεσμεύσεων του Κράτους αυτού στον τομέα των τηλεπικοινωνιών.

Άρθρο 8

Δημοσιεύσεις

Η κυκλοφορία των δημοσιεύσεων και άλλου πληροφοριακού υλικού που αποστέλλεται από ή προς τον EUMETSAT δεν υπόκειται σε κανένα περιορισμό.

Άρθρο 9

Αντιπρόσωποι

(1) Οι αντιπρόσωποι των Κρατών μελών απολαμβάνουν, κατά την εκτέλεση των επίσημων καθηκόντων τους και κατά τη διάρκεια των ταξιδιών τους με προορισμό ή προερχόμενοι από τον τόπο των συνεδριάσεων, τα ακόλουθα προνόμια και ασυλίες:

(α) ασυλία από σύλληψη ή κράτηση, καθώς και από κατάσχεση των προσωπικών τους αποσκευών, εκτός από την περίπτωση σοβαρού εγκλήματος ή σε περίπτωση αυτόφωρου αδικήματος,

(β) ετεροδικία, ακόμα και μετά το πέρας της αποστολής τους, για τις πράξεις, συμπεριλαμβανομένων των λόγων και γραπτών τους, στις οποίες προέβησαν κατά την άσκηση των επίσημων καθηκόντων τους. Ωστόσο η ασυλία αυτή δεν ισχύει σε περίπτωση παράβασης των κανόνων κυκλοφορίας των οχημάτων, η οποία τελέστηκε από αντιπρόσωπο ενός Κράτους μέλους ή ζημίας που προκλήθηκε από όχημα ή άλλο μέσο μεταφοράς που του ανήκει ή το οποίο οδηγούσε,

(γ) απαραβίαστο για όλα τα επίσημα χαρτιά και έγγραφα τους,

(δ) εξαίρεση από κάθε μέτρο που περιορίζει τη μετανάστευση και από οποιεσδήποτε διατυπώσεις για την καταγραφή των αλλοδαπών,

(ε) ίδια μεταχείριση, όσον αφορά τις νομισματικές ρυθμίσεις ή τις ρυθμίσεις που αφορούν τις συναλλαγματικές πράξεις, με εκείνη που παρέχεται στους αντιπροσώπους ξένων κυβερνήσεων σε προσωρινή επίσημη αποστολή,

(στ) ίδια μεταχείριση επί τελωνειακών θεμάτων όσον αφορά τις προσωπικές τους αποσκευές, με εκείνη που παρέχεται στους αντιπροσώπους ξένων κυβερνήσεων σε προσωρινή επίσημη αποστολή.

(2) Τα προνόμια και οι ασυλίες παρέχονται στους αντιπροσώπους των Κρατών μελών, όχι για προσωπικό τους όφελος, αλλά για να μπορούν να ασκούν με πλήρη ανεξαρτησία τα καθήκοντα τους σε σχέση με τον EUMETSAT. Κατά συνέπεια, ένα Κράτος μέλος έχει καθήκον να άρει την ασυλία ενός αντιπροσώπου σε κάθε περίπτωση, όπου η διατήρηση της ενδέχεται να παρακωλύσει το έργο της δικαιοσύνης και όπου μπορεί να αρθεί χωρίς να θίγονται οι σκοποί για τους οποίους αυτή παρασχέθηκε.

(3) Κανένα Κράτος μέλος δεν είναι υποχρεωμένο να παρέχει προνόμια και ασυλίες στους δικούς του, αντιπροσώπους.

Άρθρο 10

Μέλη του προσωπικού

Τα μέλη του προσωπικού του EUMETSAT απολαμβάνουν τα ακόλουθα προνόμια και ασυλίες:

(α) ετεροδικία, ακόμα και αφού. παύσουν να είναι στην υπηρεσία του EUMETSAT, για τις πράξεις, συμπεριλαμβανομένων των λόγων και γραπτών τους, στις οποίες προέβησαν κατά την άσκηση των καθηκόντων τους. Ωστόσο η ασυλία αυτή δεν ισχύει σε περίπτωση παράβασης των κανόνων κυκλοφορίας των οχημάτων, η οποία τελέστηκε από μέλος του προσωπικού ή ζημίας που προκλήθηκε από όχημα ή άλλο μέσο μεταφοράς που του ανήκει ή το οποίο οδηγούσε,

(β) απαλλαγή από οποιαδήποτε υποχρέωση σχετική με παροχή εθνικής υπηρεσίας, συμπεριλαμβανομένης της στρατιωτικής θητείας,

(γ) απαραβίαστο για όλα τα επίσημα χαρτιά και έγγραφά τους,

(δ) εξαίρεση για τους ίδιους και τα μέλη της οικογένειας τους που συγκατοικούν με αυτούς, από τις διατάξεις που περιορίζουν τη μετανάστευση και διέπουν την καταγραφή των αλλοδαπών,

(ε) ίδιες διευκολύνσεις επαναπατρισμού για τους ίδιους και για τα μέλη της οικογένειας τους που συγκατοικούν με αυτούς, με εκείνες που παρέχονται συνήθως, σε περίοδο διεθνούς κρίσης, στα μέλη του προσωπικού των διεθνών οργανισμών,

(στ) ίδια μεταχείριση σε θέματα νομισματικών ρυθμίσεων ή ρυθμίσεων σχετικών με τον έλεγχο του συναλλάγματος, με εκείνη που παρέχεται γενικά στα μέλη του προσωπικού των διεθνών οργανισμών,

(ζ) απαλλαγή από οποιοδήποτε εθνικό φόρο επί των αποδοχών και απολαβών που καταβάλλονται από τον EUMETSAT, εκτός των συντάξεων και άλλων αναλόγων παροχών που καταβάλλονται από τον EUMETSAT και αυτό από την ημέρα, κατά την οποία οι αποδοχές αυτών των μελών του προσωπικού υπόκεινται σε φόρο που παρακρατεί ο EUMETSAT για δικό του λογαριασμό. Τα Κράτη μέλη διατηρούν το δικαίωμα να λάβουν υπόψη τους τις εν λόγω αποδοχές και απολαβές για τον υπολογισμό του ποσού των φόρων προς είσπραξη επί εισοδημάτων προερχομένων από άλλες πηγές.

(η) δικαίωμα εισαγωγής ατελώς των προσωπικών τους ειδών και της κινητής περιουσίας τους, συμπεριλαμβανο-

μένου ενός αυτοκινήτου, κατά την ανάληψη των καθηκόντων τους στο έδαφος ενός Κράτους μέλους, καθώς και δικαίωμα ατελούς εξαγωγής αυτών κατά την παύση των καθηκόντων τους, με την επιφύλαξη των προϋποθέσεων που προβλέπονται από τους κανονισμούς του εν λόγω Κράτους μέλους. Τα εισαγόμενα αγαθά που έχουν τύχει απαλλαγής σύμφωνα με τις διατάξεις της παρούσας παραγράφου δεν μπορούν να πωληθούν, να εκμισθωθούν ή να δοθούν ως δάνειο έναντι τιμήματος ή χαριστικά, παρά μόνο σύμφωνα με τις προϋποθέσεις που ορίζονται από τα Κράτη μέλη τα οποία παρείχαν τις απαλλαγές.

Άρθρο 11

Ο Διευθυντής

Εκτός από τα προνόμια και τις ασυλίες που παρέχονται στα μέλη του προσωπικού στο άρθρο 10, ο Διευθυντής απολαμβάνει:

α) ασυλία από σύλληψη και κράτηση, εκτός από την περίπτωση αυτόφωρου αδικήματος, β) αστικής και διοικητικής ετεροδικίας και ασυλίας εκτέλεσης που χορηγείται στους διπλωματικούς πράκτορες, με εξαίρεση την περίπτωση ζημίας που προκλήθηκε από όχημα που του ανήκει ή το οποίο οδηγούσε,

γ) πλήρους ποινικής ετεροδικίας, με εξαίρεση την περίπτωση παράβασης των κανόνων κυκλοφορίας από όχημα που του ανήκει ή το οποίο οδηγούσε, με την επιφύλαξη των διατάξεων του παραπάνω εδαφίου α), δ) ίδια μεταχείριση τελωνειακού ελέγχου των προσωπικών του αποσκευών, με εκείνη που παρέχεται στους διπλωματικούς πράκτορες.

Άρθρο 12

Κοινωνική Ασφάλιση

Στην περίπτωση κατά την οποία τα μέλη του προσωπικού καλύπτονται από ειδικό καθεστώς κοινωνικής ασφάλισης, ο EUMETSAT και τα μέλη του προσωπικού του απαλλάσσονται από οποιαδήποτε υποχρεωτική εισφορά στα εθνικά συστήματα κοινωνικής ασφάλισης, με την επιφύλαξη των συμφωνιών που έχουν συναφθεί με τα Κράτη μέλη σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 19 ή άλλων παρόμοιων μέτρων των Κρατών μελών ή άλλων σχετικών διατάξεων που ισχύουν στα Κράτη μέλη.

Άρθρο 13

Εμπειρογνώμονες

Οι εμπειρογνώμονες που δεν αποτελούν μέλη του προσωπικού, όταν ασκούν καθήκοντα για τον EUMETSAT ή εκτελούν αποστολές γι' αυτόν, απολαμβάνουν τα ακόλουθα προνόμια και ασυλίες:

(α) ετεροδικία, ακόμα και μετά το πέρας της αποστολής τους, για τις πράξεις, συμπεριλαμβανομένων των λόγων και γραπτών τους, στις οποίες προέβησαν κατά την άσκηση των καθηκόντων τους. Ωστόσο η ασυλία αυτή δεν ισχύει σε περίπτωση παράβασης των κανόνων κυκλοφορίας των οχημάτων, η οποία τελέστηκε από εμπειρογνώμονα ή ζημίας που προκλήθηκε από όχημα ή άλλο μέσο μεταφοράς που του ανήκει ή το οποίο οδηγούσε,

(β) απαραβίαστο για όλα τα επίσημα χαρτιά και έγγραφα τους,

(γ) εξαίρεση από κάθε μέτρο που περιορίζει τη μετανάστευση και από οποιεσδήποτε διατυπώσεις για την καταγραφή των αλλοδαπών,

(δ) ίδια μεταχείριση όσον αφορά τις νομισματικές ρυθμίσεις ή τις ρυθμίσεις που αφορούν τις συναλλαγματικές πράξεις, με εκείνη που παρέχεται στους αντιπροσώπους ξένων κυβερνήσεων σε προσωρινή επίσημη αποστολή.

Άρθρο 14

Παραίτηση

(1) Τα προνόμια και οι ασυλίες που προβλέπονται στο παρόν πρωτόκολλο δεν παρέχονται στα μέλη του προσωπικού και στους εμπειρογνώμονες για προσωπικό τους όφελος, θεσπίζονται αποκλειστικά για να διασφαλίσουν, σε κάθε περίπτωση, την απρόσκοπτη λειτουργία του EUMETSAT και την πλήρη ανεξαρτησία των προσώπων στα οποία παρέχονται.

(2) Ο Διευθυντής έχει καθήκον να άρει την ασυλία ενός μέλους του προσωπικού ή ενός εμπειρογνώμονα σε όλες τις περιπτώσεις, όπου η διατήρηση της ενδέχεται να παρακωλύσει το έργο της δικαιοσύνης και όπου μπορεί να αρθεί χωρίς να θιγούν τα συμφέροντα του EUMETSAT. Το Συμβούλιο έχει αρμοδιότητα να άρει την ασυλία του Διευθυντή.

Άρθρο 15

Γνωστοποίηση των μελών του προσωπικού
και των εμπειρογνωμόνων

Ο Διευθυντής του EUMETSAT γνωστοποιεί τουλάχιστον μία φορά το χρόνο στα Κράτη μέλη τα ονόματα και την υπηκοότητα των μελών του προσωπικού και των εμπειρογνωμόνων.

Άρθρο 16

Είσοδος, παραμονή και έξοδος

Τα Κράτη μέλη λαμβάνουν όλα τα κατάλληλα μέτρα για να διευκολύνουν την είσοδο και την παραμονή στο έδαφος τους, καθώς και την έξοδο από το έδαφός τους, των αντιπροσώπων των Κρατών μελών, των μελών του προσωπικού και των εμπειρογνωμόνων.

Άρθρο 17

Ασφάλεια

Οι διατάξεις του παρόντος Πρωτοκόλλου δεν θίγουν το δικαίωμα που έχει κάθε Κράτος μέλος να λαμβάνει όλες τις αναγκαίες προφυλάξεις προς το συμφέρον της ασφάλειάς του.

Άρθρο 18

Συνεργασία με τα Κράτη μέλη

Ο EUMETSAT συνεργάζεται ανά πάσα στιγμή με τις αρμόδιες αρχές των Κρατών μελών με σκοπό τη διευκόλυνση της ορθής απονομής της δικαιοσύνης, τη διασφάλιση του σεβασμού των νόμων και κανονισμών των ενδιαφερομένων Κρατών μελών και την παρεμπόδιση οποιασδήποτε κατάχρησης των προνομίων, ασυλιών και διευκολύνσεων που προβλέπονται από το παρόν Πρωτόκολλο.

Άρθρο 19

Συμπληρωματικές συμφωνίες

Ο EUMETSAT μπορεί να συνάψει με ένα ή περισσότερα Κράτη μέλη, συμπληρωματικές συμφωνίες με σκοπό την εκτέλεση των διατάξεων του παρόντος Πρωτοκόλλου, όσον αφορά το εν λόγω ή τα εν λόγω Κράτη, καθώς και άλλες διευθετήσεις με σκοπό να διασφαλιστεί η καλή λειτουργία του EUMETSAT.

Άρθρο 20

Προνόμια και ασυλίες για τους υπηκόους και τους μόνιμους κατοίκους Κράτους μέλους

Κανένα Κράτος μέλος δεν είναι υποχρεωμένο να παρέχει τα προνόμια και τις ασυλίες που αναφέρονται στα άρθρα 9, 10 β), δ), ε), στ) και η), 11 και 13 γ) και δ) στους υπηκόους του ή στους μόνιμους κατοίκους του.

Άρθρο 21

Ρήτρα διαιτησίας στις γραπτές συμβάσεις

Κατά τη σύναψη οποιασδήποτε γραπτής σύμβασης, εκτός από εκείνες που έχουν συναφθεί σύμφωνα με τον Κανονισμό του προσωπικού, ο EUMETSAT οφείλει να προβλέψει την προσφυγή σε διαιτησία. Η ρήτρα διαιτησίας ή η ειδική συμφωνία που έχει συναφθεί για το σκοπό αυτό, προσδιορίζει το εφαρμοστέο δίκαιο και την εφαρμοστέα διαδικασία, τη σύνθεση του δικαστηρίου, τον τρόπο ορισμού των διαιτητών, καθώς και την έδρα του δικαστηρίου. Η εκτέλεση της διαιτητικής απόφασης διέπεται από τους κανόνες που ισχύουν στο Κράτος, στο έδαφος του οποίου θα λάβει χώρα.

Άρθρο 22

Επίλυση διαφορών σχετικών με ζημίες, με εξωσυμβατική ευθύνη, με μέλη του προσωπικού ή εμπειρογνώμονες

Κάθε Κράτος μέλος μπορεί να υποβάλει σε διαιτησία, σύμφωνα με τη διαδικασία που προβλέπεται στο άρθρο 14 της Σύμβασης, κάθε διαφορά:

α) σχετική με ζημία που προκλήθηκε από τον EUMETSAT,

β) η οποία ενέχει οποιαδήποτε άλλη εξωσυμβατική ευθύνη του EUMETSAT,

γ) στην οποία ενέχεται ένα μέλος του προσωπικού ή ένας εμπειρογνώμονας, για την οποία ο ενδιαφερόμενος μπορεί να επικαλεστεί την ετεροδικία, εφόσον η ασυλία αυτή δεν έχει αρθεί.

Άρθρο 23

Επίλυση διαφορών σχετικών με την ερμηνεία ή την εφαρμογή του παρόντος Πρωτοκόλλου

Κάθε διαφορά μεταξύ του EUMETSAT και ενός Κράτους μέλους ή μεταξύ δύο ή περισσοτέρων Κρατών μελών που αφορά στην ερμηνεία ή την εφαρμογή του παρόντος Πρωτοκόλλου, η οποία δεν έχει μπορέσει να επιλυθεί με διαπραγματεύσεις ή μέσω του Συμβουλίου, υποβάλλεται, με αίτηση ενός από τα Μέρη, σε διαιτησία σύμφωνα με τη διαδικασία που προβλέπεται στο άρθρο 14 της Σύμβασης.

Άρθρο 24

Έναρξη ισχύος, διάρκεια και λήξη

(1) Το παρόν Πρωτόκολλο είναι ανοιχτό για την υπογραφή ή την προσχώρηση των Κρατών μερών στη Σύμβαση.

(2) Τα εν λόγω κράτη γίνονται μέρη στο παρόν Πρωτόκολλο:

είτε με την υπογραφή χωρίς επιφύλαξη επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης,

- είτε με την κατάθεση εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης στην Κυβέρνηση της Ελβετικής Συνομοσπονδίας, ως θεματοφύλακα, αν το Πρωτόκολλο είχε υπογραφεί με την επιφύλαξη επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης,

- είτε με την κατάθεση εγγράφου προσχώρησης. Η Ελβετική Κυβέρνηση κοινοποιεί σε όλα τα Κράτη που έχουν υπογράψει ή προσχωρήσει στη Σύμβαση και στον Διευθυντή του EUMETSAT, τις υπογραφές, την κατάθεση κάθε εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης, την έναρξη ισχύος του παρόντος Πρωτοκόλλου, κάθε καταγγελία του παρόντος Πρωτοκόλλου, καθώς και τη λήξη του. Από την έναρξη ισχύος του παρόντος Πρωτοκόλλου, ο θεματοφύλακας το πρωτοκολλεί στον Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού των Ηνωμένων Εθνών, σύμφωνα με το άρθρο 102 του Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών.

(3) Το παρόν Πρωτόκολλο τίθεται σε ισχύ τριάντα μέρες, αφότου έξι Κράτη το έχουν υπογράψει χωρίς επιφύλαξη επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης ή έχουν καταθέσει έγγραφα επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης.

(4) Μετά την έναρξη ισχύος του παρόντος Πρωτοκόλλου, αυτό τίθεται σε ισχύ έναντι των Κρατών που το υπέγραψαν χωρίς επιφύλαξη επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης ή κατέθεσαν έγγραφα επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης, τριάντα μέρες μετά την ημερομηνία υπογραφής ή κατάθεσης των εγγράφων αυτών.

(5) Το παρόν Πρωτόκολλο παραμένει σε ισχύ μέχρι τη λήξη ισχύος της Σύμβασης.

(6) Οποιαδήποτε καταγγελία της Σύμβασης από ένα Κράτος μέλος σύμφωνα με το άρθρο 18 της Σύμβασης, επιφέρει αυτόματα την καταγγελία από το Κράτος αυτό του παρόντος Πρωτοκόλλου.

Σε πίστωση των ανωτέρω, οι υπογράφοντες πληρεξούσιοι, δεόντως εξουσιοδοτημένοι για το σκοπό αυτό, υπέγραψαν το παρόν Πρωτόκολλο.

Έγινε στο Darmstadt, την 1η Δεκεμβρίου 1986 στην αγγλική και στη γαλλική γλώσσα, των δύο κειμένων όντων εξίσου αυθεντικών, σε ένα πρωτότυπο, το οποίο θα κατατεθεί στα αρχεία της Κυβέρνησης της Ελβετικής Συνομοσπονδίας, η οποία θα χορηγήσει επικυρωμένα αντίγραφα σε όλα τα υπογράφοντα ή προσχωρούντα Κράτη.

Άρθρο δεύτερο

Η ισχύς του παρόντος νόμου αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και του Πρωτοκόλλου που κυρώνεται από την πλήρωση των προϋποθέσεων του άρθρου 24 παράγραφοι 3 και 4 αυτού.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 13 Ιουνίου 2002

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ ΚΑΙ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
Ν. ΧΡΙΣΤΟΔΟΥΛΑΚΗΣ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
Γ. ΠΑΠΑΝΔΡΕΟΥ

ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΑΣ
Γ. ΠΑΠΑΝΤΩΝΙΟΥ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
Φ. ΠΕΤΣΑΛΝΙΚΟΣ

ΔΗΜΟΣΙΑΣ ΤΑΞΗΣ
Μ. ΧΡΥΣΟΧΟΪΔΗΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους

Αθήνα, 14 Ιουνίου 2002

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Φ. ΠΕΤΣΑΛΝΙΚΟΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ